

Stéphane-D. Perreault et Sylvie Pelletier
***L'Institut Raymond-Dewar et ses institutions
d'origine. 160 ans d'histoire avec les personnes
sourdes***

Québec : Septentrion, 2010, 431p.

Julien Prud'homme,

Université du Québec à Montréal

Cet ouvrage est le fruit d'un dialogue entre des historiens professionnels et un comité d'anciens de l'établissement, chargé d'« orienter » les auteurs « vers des domaines intéressant les personnes sourdes » (p. 16). Le livre est organisé selon un plan chronologique : Stéphane-D. Perreault, spécialiste reconnu de l'histoire sourde, signe quatre chapitres couvrant les années 1840 à 1960, tandis que l'historienne Sylvie Pelletier, associée au projet sur le tard, a rédigé deux chapitres qui courent de 1960 à aujourd'hui.

Le premier chapitre nous plonge dans l'« effervescence éducative » du milieu du XIX^e siècle. Chacune à leur manière, l'industrialisation de l'économie et la revitalisation de l'Église catholique inspirent le projet d'intégrer les sourds à une vie productive et chrétienne par le biais de l'éducation. De 1848 à 1856, l'archevêque de Montréal soutient les efforts de l'abbé Irénée Lagorce pour fonder à Montréal « l'Institution des sourds-muets », réservée aux garçons, en s'adjoignant à cette fin le concours des Clercs de Saint-Viateur. Toujours avec le soutien de l'archevêché, les Sœurs de la Providence fondent pour leur part l'Institution des sourdes-muettes, qui aménage en 1864 sur le site actuel de l'Institut au coin des rues Saint-Denis et Cherrier. Les deux institutions non mixtes (ainsi que la Mackay Institution fondée à l'intention des jeunes sourds anglophones en 1869) suivront longtemps des voies parallèles. Perreault avance que les préjugés de genre et la vocation caritative (plutôt qu'éducative) des Sœurs de la Providence expliquent la « surprotection » dont les filles font l'objet, alors que les garçons sont préparés à une vie sociale et économique active ; plus loin, il remarque aussi que la langue des signes utilisée en classe « est légèrement différente chez les garçons et chez les filles » (p. 112).

L'usage de la langue des signes est bientôt mis en question. Le chapitre 2 s'ouvre avec le congrès de Milan de 1880, qui marque le triomphe de la pédagogie « oraliste » dans les écoles pour sourds. Les institutions montréalaises adhèrent à cette approche de « démutisation », qui vise l'apprentissage exclusif de la langue parlée et une ségrégation ferme entre les classes oralistes et les classes traditionnelles en langage des signes. Le chapitre 3 montre comment, après 1900, l'Institution des sourds-muets devient le cœur de réseaux de sociabilité et d'entraide qui cimentent une communauté sourde plus structurée.

Le chapitre 4 décrit les nombreuses commémorations organisées par les institutions sourdes entre 1943 et 1951. Il montre ensuite comment les Sœurs de la Providence adhèrent aux innovations éducatives du deuxième tiers du XX^e siècle, comme le guidisme et la création de classes maternelles. Perreault relève qu'en diversifiant ainsi leurs services éducatifs, les Sœurs accroissent leur dépendance financière envers l'État, non seulement parce qu'elles font croître le coût des services, mais aussi parce qu'elles doivent pour cela abandonner des activités génératrices de profit, comme l'accueil de pensionnaires âgées. Abordant les rapports entre les écoles spécialisées et l'État, Perreault souligne la fluidité des frontières qui séparent l'éducation aux sourds et l'assistance sociale : « comme la fonction des institutions ne se limite pas à l'éducation, celles-ci peuvent faire appel à de nombreux ministères pour recevoir des fonds » (p. 183), et ce dans une mesure croissante après 1940 alors que les gouvernements investissent le domaine social. Les nouvelles ressources disponibles encouragent ainsi les institutions à mettre de l'avant leur rôle d'assistance.

Cette disposition à jouer sur les deux tableaux sauvera les institutions sourdes de la disparition, comme le suggère Sylvie Pelletier dans le chapitre 5. Sous l'impulsion de la Révolution tranquille, l'État québécois orchestre, de 1964 à 1981, le transfert des élèves handicapés, sourds compris, vers les commissions scolaires. Cette intégration au monde scolaire « normal » soulève la réticence des religieux ainsi que divers problèmes pédagogiques, retardant même la réintroduction du langage gestuel qu'avaient entamée les Sœurs de la Providence. Vidées de leurs jeunes pensionnaires, les « institutions », elles, doivent se muer en « centres de réadaptation sociale » pour conserver leur raison d'être — et assurer leur éligibilité aux subventions fédérales réservées aux services d'assistance et de soins. Hors des pensionnats, les jeunes sourds se créent pour leur part de nouveaux cercles communautaires, plus politisés, où des leaders comme Raymond Dewar contestent le « paternalisme » (p. 244) des intervenants et défendent l'usage de la langue des signes.

Privées de leurs pensionnaires et de leur mission éducative, les institutions doivent se réinventer, non sans difficultés. Le chapitre 6 commence avec la disparition définitive de l'œuvre pour filles, tandis que l'Institution des sourds-muets, rebaptisée « Institut Raymond-Dewar » en 1984, perdure sous la forme d'un centre de réadaptation logé, ironiquement, dans le bâtiment des Sœurs de la Providence au coin de la rue Cherrier. Après 1980, l'Institut se tourne vers des clientèles pointues, comme les sourds aveugles, ainsi que vers la population des adultes « normaux » dont l'ouïe s'étiole avec l'âge. Ouvert aux demandes de la communauté sourde, l'IRD prend le virage « bilingue » en combinant l'oralisme et le langage gestuel. Comme il arrive

souvent dans les monographies d'histoire institutionnelle, ce dernier chapitre, qui traite du temps récent, est le moins intéressant de l'ouvrage : les cinquante dernières pages du livre n'offrent qu'une longue compilation des réalisations de l'Institut, sans trop d'analyse ou de distance critique, et sans réelle préoccupation pour la fluidité de l'ensemble.

Cet ouvrage à plusieurs mains a ses qualités et ses défauts. Dans les premiers chapitres, Stéphane-D. Perreault montre sa maîtrise du sujet, offre des mises en contexte opportunes et organise son propos autour d'interrogations pertinentes. Dans le chapitre 4, il a cependant du mal à expliquer les changements qui annoncent la Révolution tranquille, même s'il insiste beaucoup sur cette question. Ses chapitres dressent néanmoins un portrait vivant de la vie éducative et religieuse dans les institutions pour sourds. Les chapitres de Sylvie Pelletier sont moins éclairants : l'analyse est frugale et collée aux poncifs véhiculés par les documents administratifs de l'Institut. Enfin, les deux auteurs semblent avoir renoncé à écrire une histoire des services aux sourds qui intègre l'évolution des aides techniques aux malentendants. Ces objets, qui vont de la prothèse auditive au téléscripteur, sont évoqués dans l'ouvrage, mais toujours de manière incidente et sans prendre la mesure de leur impact sur les personnes sourdes et leurs institutions. Une omission d'autant plus étonnante que la transformation de l'IRD depuis 1984 est largement tributaire des mutations technologiques.

L'ouvrage est bien édité et comporte un index utile et complet. En ouvrant une porte sur l'intégration des sourds à la société, il envisage sous des angles nouveaux de larges pans de l'historiographie québécoise, comme l'histoire de l'éducation spécialisée ou des congrégations religieuses. Dans ces domaines, il offre une contribution durable qui devrait recevoir l'attention des historiens.